



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Amerique-latine-Bresil-Venezuela-et-maintenant-que-faisons-nous>

Amérique latine. Brésil-Venezuela : et maintenant, que faisons-nous

2



Date de mise en ligne : mardi 7 juin 2016

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

La crise au Brésil et au Venezuela présente de nombreux problèmes pour les gauches et les forces populaires latino-américaines. La concordance temporelle des deux événements oblige à trouver une mesure commune pour les évaluer, avec le risque de faire preuve de certaines incohérences dans l'argumentation - une chose qui, il faut le reconnaître, ne retient pas certains commentateurs « anti-impérialistes » des gauches continentales.

Dans le premier cas, nous sommes témoin, pour emprunter le portugais inventé par les locuteurs de l'espagnol, au grotesco « mais grande do mundo », au plus grotesque jamais vu : une bande de députés corrompus, réactionnaires et opportunistes ont mis en scène un impeachment en profitant de la majorité d'opposition au sein de la Chambre des députés et du Sénat ainsi qu'au rejet populaire massif de la corruption.

Il s'agit d'une conspiration politique de vastes dimensions, mise en oeuvre par des fonctionnaires comme Eduardo Cunha - président du Congrès mis à l'écart à peine après avoir voté le procès politique qu'il avait impulsé -, accusés de nombreuses charges de corruption ainsi que d'autres délits. Paradoxalement, ils n'ont pas destitué Dilma Rousseff en raison de la corruption mais sur la base d'une accusation de maquillage du budget. Un « impeachment sem crime e golpe » [une destitution sans crime est un coup d'Etat], ainsi que l'a dénoncé le Parti des travailleurs (PT). Le ministre mis à pied [après 10 jours, le 23 mai] Romero Jucá [membre du PMDB] a admis lors d'une conversation sous écoute que la suspension de Dilma avait pour but de freiner les enquêtes judiciaires qui impliquaient une partie de l'élite parlementaire.

Cette conspiration a cependant été rendue possible uniquement en vertu d'un système politique (proportionnel sur des listes ouvertes) qui aboutit à la mise en place de systèmes d'alliances entre partis et fragmente de la sorte le système parlementaire, ce qui empêche la constitution de volontés politiques collectives qui auraient une visée transformatrice en termes institutionnels. Ainsi, Dilma qui a été élue avec 42% des suffrages dispose seulement de 15% des députés (qui, dans leur écrasante majorité, sont des hommes blancs). D'un autre côté, ce que l'on appelle la « Bancada da bala » [1] (d'anciens policiers et militaires) aux côtés des représentants des intérêts agro-industriels [organisés notamment au sein de l'União Democrática Ruralista] et les évangélistes forment une droite qui est surreprésentée grâce au système électoral.

Ainsi que l'a signalé le politologue Germán Lodola, la politique brésilienne ne peut être comprise en se fondant sur des modèles existants dans d'autres pays de la région : au Brésil, « les présidents sont toujours minoritaires, il faut donc constituer et conserver un gouvernement de coalition ». Dans ce contexte, des groupes de pouvoir comme ceux des « ruralistes », par le biais de ses parlementaires et son contrôle de la Commission de l'agriculture, sont à même de freiner toute velléité de réforme agraire, tandis que les évangélistes constituent un groupe qui traverse les différents partis.

Afin d'expliquer la chute de Dilma, il est préférable de s'éloigner des mèmes [d'Internet] qui diffusent une photo de Dilma en tant que guérillera comme cible du « coup d'Etat ». Le gouvernement de Dilma comptait dans ses rangs Kátia Abreu, qui est à la tête d'un empire agricole, comme ministre de l'agriculture ou le néolibéral Joaquim Levy [ancien président de Bradesco Asset Management, il a occupé le poste de secrétaire au Trésor sous Lula entre 2003 et 2006] au poste de ministre des finances. Mais dès l'époque de Lula, le PT était devenu une force toujours moins apte à toute mobilisation sociale et totalement institutionnalisé.

Les analyses de politologie plus « aseptisées » ne sont pas, de leur côté, suffisantes. Il est exact, ainsi que cela a été signalé, que le problème central de Dilma a été la destruction de sa coalition de gouvernement avec le Parti du

Mouvement démocratique brésilien (PMDB), une force fondamentalement opportuniste dont est issu Michel Temer, ex-vice-président et actuellement à la tête de l'exécutif depuis la destitution de Dilma. Le nouveau gouvernement, de tonalité clairement conservatrice, a constitué sa propre base de soutien en répartissant des ministères entre tous les partis d'opposition du centre-droit et de la droite. Cela se déroule sur un fond de mobilisation des forces opposées au PT, qui non seulement ont des caractéristiques de classe à tonalité antiplébéienne, mais qui sont opposées aux progrès sociaux - matériels et symboliques - enregistrés au cours de la longue décennie du gouvernement de centre-gauche [depuis l'élection de Lula en 2003].

Le PT n'a pas seulement perdu sur la scène institutionnelle mais aussi, de manière plus préoccupante, dans la rue. Tout cela dans le cadre d'une sorte d'opération Mani Pulite [opération judiciaire « mains propres » qui, à partir de 1992, a déstructuré le système politique italien en vigueur jusqu'alors] à la brésilienne, répétant certains problèmes de l'expérience italienne et ajoutant des caractéristiques tropicales propres. En ce moment, certains puissants entrepreneurs [en particulier du secteur de la construction] se trouvent derrière les barreaux, mais c'est sans doute le PT qui, sur le plan politique, a payé le prix fort suite à l'opération Lava Jato (les détournements de fonds et la corruption à grande échelle liée aux opérations de Petrobras, la gigantesque entreprise pétrolière).

Venezuela : la tentation de l'autogolpe ?

Parallèlement à cette crise, nous assistons à l'aggravation de la situation au Venezuela. L'opposition, dans ce pays, est parvenue pour la première fois, le 6 décembre dernier, à mettre en échec le (post)chavisme dans les urnes - et cela largement. Le choc des pouvoirs était prévisible. Alors que le PSUV [Parti socialiste unifié du Venezuela] contrôle le pouvoir exécutif, la Mesa de la Unidad Democrática (MUD) dispose d'une majorité qualifiée à l'Assemblée nationale. De cet espace institutionnel légitime, elle cherche la meilleure façon de déposer Nicolas Maduro au milieu d'une crise dont l'effondrement social est semblable à une situation d'immédiat après-guerre. A l'époque de Chávez, une barrière avait été installée entre la majorité populaire chaviste et l'opposition. Elle rendait inopérant le traditionnel vote sanction (lorsque les choses vont mal, l'opposition réellement existante obtient des suffrages) car pour ces majorités pro-Chavez, les opposants étaient « contre-révolutionnaires » et ses dirigeants des « enfants riches » à la belle gueule.

Mais la crise a fait exploser ces murs et le vote contre l'ancien chauffeur de Metrobus et héritier de Chávez [Maduro] a renforcé une opposition qui combine des figures nouvelles (comme celle du prisonnier Leopoldo López) avec des personnalités de la politique passée comme le nouveau président de l'Assemblée nationale, Henry Ramos Allup, membre du traditionnel parti de l'Acción Democrática (AD), membre de la IIe Internationale. De manière symptomatique, autant López que Ramos Allup se définissent comme « sociaux-démocrates » et le second exerce en tant que vice-président de l'Internationale socialiste (un organisme qui fait actuellement face à des remises en cause internes ainsi qu'à une perte de poids à l'échelle mondiale). Au sein d'un scénario d'unité formelle et de fortes tensions internes, Henrique Capriles [opposant à Maduro lors des élections présidentielle de 2013] tente de mettre en oeuvre sa stratégie sur le pari d'un recours aux urnes, avec la certitude que la polarisation qui aurait comme centre de gravité la rue favoriserait en fin de compte Maduro. Capriles ne néglige toutefois pas la pression dans la rue. Récemment, ce dernier a déclaré qu'il s'opposait à l'impeachment de Dilma et qu'autant au Brésil qu'au Venezuela, la sortie de crise doit passer par des élections (de fait, c'est ce que propose le PT, selon une version XXe siècle, du « Diretas já » [élection présidentielle directe maintenant] qui marqua la fin de la dictature brésilienne [allusion au vaste mouvement revendicatif, entre 1983 et 1984, exigeant des élections présidentielles directes et une démocratisation de la vie politique]).

Dans ce cadre, le pari de l'opposition vénézuélienne est d'aboutir à un processus révocatoire avant le 10 janvier 2017 : la loi affirme que si Maduro quitte le pouvoir avant cette date, de nouvelles élections doivent être convoquées. Mais si le délai de quatre ans de l'actuel mandat s'est écoulé (lequel est calculé depuis que Chávez assumait son dernier mandat [Chavez est décédé en mars 2013], poursuivi par Maduro après avoir gagné de justesse en 2013), c'est le vice-président Aristóbulo Istúriz qui prendra la tête du gouvernement. Pour cela, la MUD fait pression pour

que l'organe électoral vérifie rapidement les signatures réunies [référendum révocatoire inscrit dans la Constitution ; quelque 1,85 million de signatures ont été recueillies pour ce référendum] pour franchir la première étape en direction de la consultation. Pour cette même raison, le gouvernement fait montre de peu d'empressement dans la réalisation de cette tâche [le contrôle de la validité des signatures].

La vocation démocratique de l'opposition vénézuélienne est discutable et l'on se souvient du coup d'Etat manqué de 2002. Toutefois, le référendum révocatoire est simultanément une figure constitutionnelle - et non de la Constitution « moribonde » sur laquelle Chávez prêta serment début 1999 - de la Carta Magna bolivarienne qui a « refondé » le Venezuela. C'est là un fait problématique pour le chavisme. Si le référendum se tient en 2016, sa base devra mener campagne pour le président, dans un contexte de déception politique qui saisit les forces « boliviariennes » et qui touche à l'existence d'un « chavisme non maduriste ». Si le vote révocatoire se tient plus tard, il pourrait permettre de réorienter le processus avec Istúriz aux commandes... Existe-t-il toutefois une marge de manoeuvre pour cela ? A de nombreuses reprises le chavisme semblait sur le point de mourir, mais sa survie continue.

Le degré de crises (économique, de sécurité, de désorganisation de l'Etat et de corruption) semble néanmoins conduire le pays à un point de non-retour, avec des probabilités de violence politique rendue possible par le nombre d'armes en circulation dans le pays. Dans ce cadre, la simple dénonciation d'éléments déstabilisateurs bénéficiant d'un appui extérieur ne peut expliquer l'état de la situation. Fondamentalement parce qu'une grande partie de la spéculation (contrebande de carburant en direction de la Colombie ou enrichissement sur les taux de change) est l'oeuvre de secteurs du parti au pouvoir (PSUV), aussi bien dans son aile civile que dans son aile militaire. Les pillages, la crise électrique qui paralyse quasiment l'Etat, l'insécurité galopante font que le « socialisme » (en réalité une forme néorentière dite socialiste) rime à nouveau non seulement avec les queues [devant les magasins] et les pénuries, mais aussi avec une crise systémique des piliers du régime bolivarien. Ainsi que l'a indiqué l'ancien ministre des Industries de base et des mines de Chávez, Víctor Álvarez :

« En 2010, le président Chávez a célébré la contraction de 5,8% du PIB comme la « veillée funèbre du capitalisme ». A ceux qui considéraient que cette chute relevait d'un « échec du gouvernement », Chávez répondait par l'affirmation que « l'économie qui s'affaisse au Venezuela, c'est l'économie capitaliste ». Néanmoins, détruire l'économie capitaliste sans construire simultanément une économie socialiste efficace a finalement constitué le raccourci parfait pour couler le pays en un cercle vicieux de pénurie, d'accaparement, de spéculation et d'inflation qui frappe toute la population. Une véritable Révolution est un processus de destruction créative : elle détruit l'ancien et l'inférieur pour le remplacer par le nouveau et le supérieur. Mais les gens qui souffrent aujourd'hui des méfaits de la pénurie, de la spéculation et de l'inflation sont arrivés à la conclusion suivante : « si cette calamité c'est le socialisme, il vaut mieux en rester au capitalisme ». Il faudra beaucoup de temps pour que les gens simples du peuple croient à nouveau que le socialisme constitue une voie pour atteindre une société affranchie du chômage, de la pauvreté et de l'exclusion sociale. C'est ce qui est arrivé dans les pays dudit socialisme du XXe siècle, mais l'avant-garde chaviste n'a pas retenu la leçon. »

En outre, la tendance de Maduro à gouverner au moyen d'instruments d'exception (et de discours où il affirme que « l'Assemblée nationale du Venezuela a perdu de son importance politique. Sa disparition n'est qu'une question de temps ») fraie le chemin à un scénario « d'auto-coup d'Etat ». Ces dérives, auxquelles s'ajoutent des traits propres aux gangsters logeant au sein même du régime, mettent en danger toute la gauche du continent. Un coup analogue à celui de la défaite sandiniste en 1990 [au Nicaragua] - un mouvement, le FSLN, traversé par une forte décadence morale mais qui faisait effectivement face à une agression impérialiste brutale - est aujourd'hui parfaitement possible au Venezuela. On n'y fera pas face avec succès en serrant les rangs à coups de discours ou par des postures surjouées.

Pour un bilan sobre

Aujourd'hui, la droite latino-américaine dénonce le régime de Maduro et appuie la conspiration antidémocratique brésilienne alors que la gauche « anti-impérialiste » agit à l'opposé, avec un effet de miroir. Il s'agit, sans aucun doute, d'un scénario difficile pour les gauches du continent, d'un climat de fin de cycle toujours plus évident. Il ne s'agit pas de chercher des équilibres théoriques ni d'être de « belles âmes » ou des radicaux de salon, mais bien de penser de façon honnête (sans se départir de la radicalité) sur le type d'institutions nécessaires au changement social, de penser sérieusement la démocratie (sans jeter le bébé démocratique avec l'eau sale du bain libéral). Souvent, les formes de « démocratie populaire directe » se sont transformées en instruments peu démocratiques. La dite Jamahiriya libyenne [« l'Etat des masses »] a fait office de combinaison la plus grotesque de despotisme personnel sous le titre de « pouvoir populaire ».

La crise fait également référence aux formes de construction politique (la faible capacité de mobilisation du PT face à la destitution de Dilma est notable tout comme la désorientation du kirchnerisme en Argentine après avoir dû quitter le gouvernement) ainsi qu'à la corruption - qu'elle serve à bâtir des majorités ou à acheter des coalitions (comme au Brésil), ou dans sa version plus chaotique (comme au Venezuela).

En fin de compte, les perspectives de radicalisation de la démocratie promeuvent cela (sa radicalisation), non la transformation des processus de changement en formes de régime qui asphyxient le débat interne, alignent militairement les militants, récompensent plus les loyautés opportunistes que l'efficacité et l'honnêteté intellectuelle en un simulacre « léniniste » qui non seulement n'aurait rien de désirable mais qui n'est fondamentalement pas efficace face aux « nouvelles droites » qui se répandent dans la région. (Article publié sur le site Nueva Sociedad, nuso.org. Traduction A L'Encontre)

[1] Littéralement le « banc de la balle », terme qui fait référence aux députés, indépendamment du parti dont ils sont membres, qui sont favorables à « l'autodéfense individuelle », soit à une législation permettant un accès facilité aux armes. (Réd. A l'Encontre)